

Chapitre IV

MODES DE COMPORTEMENT EN CAS DE CATASTROPHE

La planification en prévision des catastrophes dépend dans une large mesure de l'idée que l'on se fait du comportement des individus et des groupes dans des situations d'urgence. Il faut partir d'hypothèses solides si l'on veut assurer la planification et la mise en œuvre effective de mesures de préparation et l'organisation des activités après le cataclysme.

Une planification efficace en prévision des catastrophes n'exige pas seulement des projections précises des conséquences matérielles du phénomène ; elle demande aussi une projection exacte du comportement des individus et des organisations face à l'événement. L'expérience acquise, que viennent confirmer les études fondées sur les sciences sociales, fait apparaître le contraste marqué qui existe entre, d'une part, l'idée que l'on se fait en général des événements liés au sinistre, idée qui inspire souvent les actions préventives, et, d'autre part, ce qui se passe dans la réalité. Le fait qu'une différence existe le plus souvent entre les réactions attendues et la réalité des faits tend toujours à limiter l'efficacité des programmes conçus pour faire face aux catastrophes, d'autant plus que ni le public dans son ensemble, ni les planificateurs, ni les autorités n'ont en général vraiment conscience de l'existence de ce contraste.

Une analyse d'un certain nombre de situations qui diffèrent de par leur amplitude et leurs conséquences, qui a porté sur une période de plus de vingt ans et intéressé plusieurs pays, vient confirmer qu'il existe une multiplicité de modèles communs de comportement des individus et des organisations face à des situations d'urgence ; on a constaté, à l'occasion de situations de crise survenues dans des collectivités différentes et affectant des pays et des cultures différents, l'apparition de réactions similaires calquées sur certains schémas prévisibles. L'examen attentif de ces éléments communs doit permettre des prévisions plus exactes et, par conséquent, une planification plus fiable.

Ces études ont également permis d'identifier un certain nombre de postulats concernant le comportement des individus et des organisations dans des situations d'urgence qui sont communément admis comme étant inévitables par le grand public, les autorités et certains planificateurs et qui, pourtant, ne reposent sur aucune base réelle. On a qualifié de « mythes » ces postulats qui, d'une façon générale, ne reflètent en rien la réalité des situations de crise et sont contredits par l'expérience.

Conceptions populaires du comportement humain en cas de catastrophe

L'idée que se fait le grand public de la situation créée par une catastrophe, que viennent souvent confirmer les

réécits des journaux, les films « catastrophes » et les comptes rendus télévisés, correspond au scénario suivant :

— Les autorités, sachant qu'une catastrophe grave est imminente, ont décidé de ne pas alerter le grand public, persuadées qu'elles sont que, si l'annonce en était faite et si elles demandaient l'évacuation de la population, cela entraînerait des scènes d'hystérie, des fuites précipitées et une panique générale, et que les gens seraient conduits à agir dans l'immédiat de façon irrationnelle, sans se préoccuper des autres, provoquant ainsi le chaos et un désordre irrémédiable.

— Malgré l'héroïsme de quelques-uns, l'immense majorité de la population, sous le coup du sinistre et des destructions, reste assise parmi les ruines, prostrée, bouleversée et impuissante. Les survivants prisonniers des ruines doivent attendre l'intervention des équipes de secours, et les blessés restent sans soins jusqu'à l'arrivée des équipes médicales d'urgence venues de l'extérieur. Cet état de choc se traduira très probablement par des troubles mentaux graves à longue échéance.

— Les organisations locales sont hors d'état d'intervenir ou restent impuissantes devant l'étendue du sinistre, les dégâts causés aux installations et l'état de choc de leurs employés. Les responsables abandonnent leur poste pour prendre soin de leur famille. Il est nécessaire que des personnes qui n'appartiennent pas à la collectivité et que la catastrophe a épargnées interviennent et se substituent aux organisations incapables de réagir.

— Parmi ce chaos et cette confusion, l'ordre social se désintègre alors que certains pillent, volent tous les objets de valeur, et profitent au maximum de la situation. Face à l'ampleur des destructions et à la gravité du choc, ainsi qu'aux convulsions sociales, le moral de la population s'effondre, et la plupart des gens souhaitent aller s'installer ailleurs.

L'étude et l'observation de nombreuses catastrophes sont venues confirmer que ce scénario ne donne pas une idée exacte de ce que sont très probablement le comportement humain et les réactions de la collectivité dans les situations d'urgence. Si l'on a pu observer, dans des situations de crise, des cas de comportement individuel qui répondent à la description ci-dessus, les études réalisées ont confirmé qu'ils ne sont pas caractéristiques des réactions du public en général et que, de ce fait, on ne saurait s'y fier pour élaborer les hypothèses qui serviront de base à la planification. Il est à peu près certain que toute planification et toute mesure préparatoire en prévision de situations d'urgence qui s'appuieraient sur de telles conceptions ne produiraient pas les effets recherchés.

Un exemple

Le 15 janvier 1934, un grave tremblement de terre s'est produit en Inde, dans la partie nord-est de la région du Bihar; il a été présenté à l'époque comme « une des secousses sismiques les plus fortes de l'histoire du monde »¹. D'une magnitude suffisante pour être ressenti à une distance de 1 600 km de l'épicentre, il a provoqué des destructions massives dans un territoire de 38 500 km² et coûté la vie à 7 000 personnes au moins. En raison des dégâts considérables causés au système de communications, y compris les routes, les ponts, les voies de chemin de fer et les lignes télégraphiques, il a fallu plusieurs jours pour que les secours venus de l'extérieur de la zone touchée puissent intervenir. Bien que plusieurs auteurs aient employé les expressions « en état de choc », « prostrés » et « paralysés » pour décrire l'état des survivants, le récit des mesures prises par le public donne de la situation une idée toute différente. Dans toutes les collectivités touchées par le cataclysme, il semble que la population ait immédiatement entrepris des opérations de sauvetage et de secours. Les initiatives prises ont souvent été en rapport avec les qualifications et les responsabilités qui étaient celles des intéressés avant le tremblement de terre, mais on a également cité des cas où certaines personnes ont assumé des responsabilités et des rôles auxquels elles n'étaient pas préparées, selon les nécessités de la situation.

On a observé que, « dans la demi-heure qui a suivi le cataclysme », les survivants avaient déjà entrepris des opérations de secours et d'assistance, « partout où l'on pouvait encore espérer découvrir des victimes ». Les blessés étaient dirigés vers les services locaux de santé pour y être soignés et quand ces installations avaient subi des dégâts, comme c'était souvent le cas, des services provisoires étaient organisés. Comme les locaux de la prison étaient endommagés, le gardien avait mis en place des installations de fortune pour y installer les détenus. Le service d'entretien des routes avait immédiatement commencé à dégager et à réparer celles-ci. Le service de la santé publique avait organisé la distribution d'eau potable par camions-citernes et s'occupait à désinfecter les sources. Un ingénieur s'était porté volontaire pour réparer la piste d'atterrissage. Les employés des chemins de fer avaient entrepris de remettre les voies en état. La police et le personnel militaire local, tout en s'acquittant de tâches essentielles telles que la garde des fonds publics, avaient été requis pour participer aux opérations de secours et aider les autres services de l'administration publique à réparer les lignes de communication, etc. L'armée avait également fourni de l'équipement et des camions pour le transport des marchandises et les opérations de déblaiement des débris. Les travailleurs des industries avaient commencé à déblayer les débris et à faire des réparations. Le personnel des divers services avait été secondé par des manœuvres rétribués et des volontaires recrutés parmi les survivants.

Dès les premiers jours qui ont suivi la catastrophe, les responsables de l'administration locale ont mis en place

un réseau d'observateurs chargés de déterminer l'étendue des dégâts, confié à des fonctionnaires des responsabilités particulières telles que le contrôle sanitaire des produits alimentaires et l'organisation de camps de secours, pris des dispositions pour l'enlèvement des corps des victimes, recruté de la main-d'œuvre occasionnelle pour les travaux municipaux de déblaiement, fixé les prix des produits alimentaires et tenté de contrer une hausse générale des prix en menaçant de confisquer les stocks en cas d'augmentation abusive. Ils ont publié des bulletins d'information et organisé des réunions publiques. On a particulièrement insisté sur l'augmentation des effectifs de la police grâce au recrutement de volontaires, en raison des « craintes manifestées par le gouvernement que des scènes de désordre et de pillage ne se produisent dans les agglomérations en ruine », mais il a fallu se rendre à l'évidence que « le pillage a été inexistant » et « que l'on n'a enregistré pratiquement aucun crime de cette nature. Les forces supplémentaires de police ont donc été appelées à participer aux opérations d'assistance partout où cela était nécessaire ».

Le troisième jour, on signalait que tous les blessés étaient soignés, que les corps des victimes avaient été repérés et enlevés dans la plupart des zones touchées, et que la situation s'améliorait : les routes étaient en cours de réparation et des équipes de démolition s'attaquaient aux bâtiments considérés comme dangereux. Les bureaux du Trésor et les banques ont rouvert leurs guichets le cinquième jour, quand le premier convoi apportant des secours en nature est arrivé. Le sixième jour, on signalait que les routes étaient plus ou moins rendues à la circulation grâce « aux efforts inlassables déployés par l'ingénieur du district ». Le neuvième jour, l'hôpital de secours installé à l'extérieur de la zone avait commencé à fonctionner.

La déclaration suivante a alors été publiée, qui résume le cours des événements :

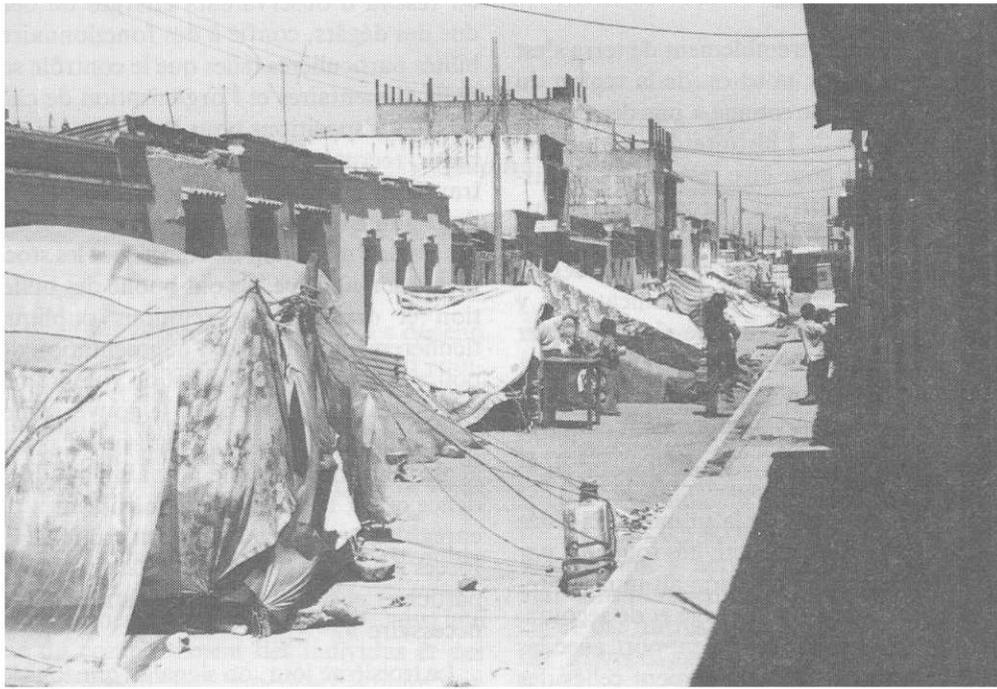
Malgré l'extrême gravité de la catastrophe qui a soudainement plongé tout l'édifice de la société dans un état de confusion absolue, la population n'a perdu, en dépit du malheur qui la frappait, ni son sang-froid, ni son équilibre mental. On n'a pas constaté la moindre vague de criminalité, ni de crimes isolés, ni de manifestation anormale de panique, face à des circonstances particulièrement exceptionnelles².

A mesure que se répandait la nouvelle de la tragédie, les secours étaient mobilisés dans les régions ayant échappé au désastre. Un élan général de solidarité et de soutien s'est manifesté dans tout le reste de l'Inde à l'égard de la population des zones sinistrées et des secours sont arrivés d'un peu partout, allant de modestes contributions individuelles à une aide massive du gouvernement central.

Cette description des suites du tremblement de terre de la région nord du Bihar est loin de l'idée que l'on se fait d'une population prostrée et sans recours face à l'ampleur des destructions et des pertes en vies humaines. Et les exemples d'initiatives personnelles et d'actions communautaires que révèle cette étude de cas sont loin d'être

¹ *Record of the Great Indian Earthquake (The Statesman)*, 1934

² S. K. Basu, « Bihar's Great Need, an Appeal by the Mayor of Calcutta », *Record of the Great Indian Earthquake (The Statesman)*, 1934, p. 18.



Abris d'urgence montés par les victimes elles-mêmes après le séisme de 1976 à Guatemala City. Les victimes de catastrophes sont souvent en mesure de participer à leurs propres secours d'urgence. (Crédit : Russ et Wilda Rosene)

exceptionnels et limités à la région nord du Bihar, voire à l'Inde. La même volonté de faire face aux événements dans des situations d'urgence se retrouve dans le comportement des individus et des organisations dans quasiment tous les pays du monde.

Mécanisme qui régit les réactions face aux catastrophes naturelles

Le mécanisme décrit dans l'étude de cas qui précède est bien celui qui régit les *réactions face aux catastrophes naturelles*, et que l'on retrouve probablement dans toutes les collectivités. La réaction de la population en cas de crise, telle qu'elle ressort de cet exemple, relève très vraisemblablement d'un comportement positif de la part des victimes elles-mêmes qui, après avoir mesuré la gravité de la situation, agissent dans un esprit constructif pour faire face aux besoins immédiats, malgré le traumatisme subi. Le fait de reconnaître cette capacité de la population à réagir positivement conduit à admettre comme postulat de base que les actions et les ressources propres des survivants doivent être prises en compte dans la planification préalable et l'organisation de l'aide en cas de situations d'urgence, un point que l'on ne cessera de développer tout au long de cette publication.

Le fait que la population fait montre d'une faculté certaine d'adaptation et est capable de prendre des initiatives positives ne permet pas de faire l'impasse sur les graves problèmes qui subsistent et sur la nécessité d'une planification; il ne signifie pas non plus que les intéressés savent nécessairement quelles sont les mesures les plus sûres et les mieux appropriées à la situation, ni qu'une assistance extérieure est sans objet. Bien au contraire. Il est indis-

pensable d'avoir une connaissance plus exacte du comportement humain de base pour étudier en profondeur les nombreux problèmes qui se posent et pour mieux situer les multiples facteurs qui peuvent influencer sur les initiatives que prennent les individus et les groupes. Certes, le comportement individuel peut varier considérablement selon les cultures; mais il existe aussi des caractéristiques universelles et communes à tous les milieux humains, dont certaines se manifestent dans les comportements que suscitent les catastrophes et leurs conséquences.

Exposé des mythes qui s'attachent aux situations d'urgence créées par les catastrophes

Les sections qui suivent permettent de comparer les « mythes » qui s'attachent communément à la notion de catastrophe, et les comportements que suscitent plus vraisemblablement les situations d'urgence.

1. **LE MYTHE DE LA FUIE PANIQUE.** *Confrontée à une menace ou à un danger graves, la population est généralement saisie de panique. Celle-ci se manifeste soit par une fuite éperdue, soit par une prostration hystérique. Même si la réaction ne présente pas un caractère intrinsèque d'autodestruction, elle implique généralement que les intéressés feront peu de cas du bien-être et de la sécurité des autres. On ne peut attendre des gens qu'ils réagissent intelligemment et d'une façon désintéressée quand ils savent que leur existence même est menacée*³.

³ Russell R. Dynes et E. L. Quarantelli, *Images of Disaster Behaviour : Myths and Consequences*, Ohio State Disaster Research Center, Preliminary Paper No. 5, Columbus, Ohio State University, 1972, p. 1.

Cette idée que la population sera saisie de panique si elle est confrontée à une menace ou à un danger graves est très largement répandue, mais elle n'est pas confirmée par les faits. Il est plus vraisemblable que les gens préféreront rester sur place, quelle que soit la gravité de la menace qui pèse sur eux, plutôt que de partir, même si cela leur est conseillé. Et quand ils choisissent de fuir devant le danger, ils décident de le faire rationnellement, vraisemblablement par groupes familiaux, et même dans leur fuite ils n'hésitent souvent pas à porter assistance à d'autres. Si l'on a constaté quelques exemples isolés de panique, il s'agit de cas rares et limités à de petits groupes de personnes, qui généralement ne durent pas. La panique « exige la convergence d'une série inhabituelle de circonstances qui implique de la part de l'individu la crainte d'être pris au piège dans un espace restreint et de voir disparaître toute possibilité de fuite, la sensation que sa vie est brusquement et très directement menacée et qu'il est seul, abandonné par tout son entourage immédiat... Il s'agit là d'une combinaison de circonstances que l'on ne retrouve généralement pas, même à des degrés divers, dans la plupart des situations créées par des catastrophes »⁴.

2. LE MYTHE DU SENTIMENT D'IMPUISANCE. *Dans les cas de crise grave, ceux qui ne se comportent pas de façon irrationnelle se trouvent souvent dans l'incapacité d'agir. Ainsi, les effets de la catastrophe laissent un grand nombre de personnes dans un état de prostration et de choc qui ne leur permet pas de faire face aux nouvelles exigences de la situation*⁵.

Vivre une catastrophe est très certainement une expérience traumatisante, mais les faits ont montré que, d'une façon générale, les plus graves des catastrophes ne laissent pas les gens privés de tout ressort et impuissants à réagir. Il semble que, le plus souvent, la réaction immédiate des survivants soit de participer directement à des actions positives destinées à répondre aux besoins les plus urgents, à commencer par les opérations de recherche et de sauvetage. Il est rare que les gens restent passifs : ils agissent normalement de leur propre chef et cherchent le plus souvent à aider les autres.

3. LE MYTHE DU TRAUMATISME PARALYSANT. *Outre son incapacité initiale à faire face à la situation, l'individu souffre à long terme de troubles émotionnels graves et de perturbations de son équilibre mental. Passé l'effet paralysant du premier choc, intervient l'état de stupeur symptomatique d'un traumatisme personnel*⁶.

Dans une zone frappée par une catastrophe, on peut observer parmi la majorité de la population un état de tension plus ou moins fort, notamment des périodes de dépression et de découragement, une certaine nervosité, des signes de lassitude et d'irritabilité, des pertes d'appétit, des troubles du sommeil, et divers symptômes psycho-

somatiques (nausées, diarrhées, maux de tête, etc.)⁷. Mais ces réactions n'influent pas profondément sur la détermination et la capacité des individus à prendre des initiatives et à adopter une attitude positive pendant les opérations de relèvement⁸.

Les catastrophes présentent diverses caractéristiques qui risquent d'aggraver l'état de tension chez les individus, et en particulier : la soudaineté de l'événement ; le moment où celui-ci se produit (le jour ou la nuit) ; le prolongement du phénomène ; la perception de l'ampleur des dégâts matériels ; le fait de savoir qu'il y a des morts et des blessés ; la vue des morts et des blessés graves ; et l'incertitude⁹. Dans de nombreux cas, l'état de tension ne résulte pas de la catastrophe proprement dite, mais des conditions de vie souvent difficiles qui succèdent au sinistre. L'intensité de la réaction émotionnelle varie également selon que l'individu est entouré ou non de membres de sa famille ou de quelque autre groupe qui lui apporte un appui psychologique. C'est pourquoi il est important de veiller à ce que les membres d'une même famille, les voisins et les amis ne soient pas dispersés.

On a parfois observé, à la suite de catastrophes relativement inattendues et de grande envergure, une forme particulière de tension nerveuse ou de réaction au choc que l'on désigne par l'expression « syndrome des catastrophes » ; cet état est caractérisé par une forme aiguë de désorientation et une perte apparente de détermination. « Toutefois, le syndrome des catastrophes ne se manifeste pas chez un grand nombre de personnes ; il paraît se limiter aux types de catastrophes les plus soudaines et les plus traumatisantes et il n'a été observé que dans certains environnements culturels ; il ne dure généralement pas longtemps, quelques heures seulement, voire quelques minutes »¹⁰.

La question de savoir si, outre l'état de tension dont il vient d'être question, les catastrophes peuvent susciter à plus ou moins long terme d'autres incapacités d'ordre psychologique fait encore l'objet de controverses. Deux interprétations s'opposent : l'une s'appuie sur une interprétation psychiatrique des catastrophes selon laquelle celles-ci sont de nature à provoquer des incapacités psychologiques à court terme comme à long terme ; selon l'autre, que viennent plus nettement confirmer les conclusions des recherches psychologiques, s'il est exact que les catastrophes suscitent des états de tension aigus, ces réactions ne relèvent pas généralement d'un dysfonctionnement du comportement, les réactions psychologiques de longue durée ne sont pas la règle et les effets psychologiques s'affaiblissent rapidement avec le temps¹¹.

⁷ Alan J. Taylor, « Disaster Prevention and Mitigation : A Compendium of Current Knowledge, Social and Sociological Aspects », deuxième version (anglais seulement), Genève, Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, juin 1979

⁸ Dynes et Quarantelli, *op. cit.*, p. 17.

⁹ Dennis D. Milet, Thomas E. Drabek et J. Eugene Haas, *Human Systems in Extreme Environments : Sociological Perspective*, Monograph No. 021, Boulder, University of Colorado, Institute of Behavioural Science, 1975.

¹⁰ Dynes et Quarantelli, *op. cit.*, p. 14.

¹¹ Gary A. Kreps, *Assumptions about Individual and Social Effects of Peacetime and Wartime Nuclear Disasters* (sous presse), NCRP, Williamsburg, College of William and Mary, avril 1981, point 5.

⁴ *Ibid.*, p. 13.

⁵ *Ibid.*, p. 2.

⁶ *Ibid.*

L'expérience montre clairement que les individus ayant subi des tensions ou des traumatismes ne souffrent pas nécessairement d'inhibitions. Même si les survivants d'une catastrophe risquent de connaître un certain état de tension, et si quelques-uns d'entre eux peuvent manifester les signes d'un « syndrome des catastrophes », et même des troubles pathologiques plus sérieux encore, les gens ne manquent généralement pas de ressort et l'on peut s'attendre qu'ils agissent rationnellement et de façon réfléchie, et participent aux activités visant à rétablir une situation vivable pendant la période qui suit immédiatement une catastrophe et, à plus long terme, pendant la période de reconstruction.

Le plus souvent, les catastrophes naturelles ont pour effet de mobiliser la solidarité et le sens des responsabilités sociales parmi les populations touchées. Le récent tremblement de terre à Mexico (magnitude de Richter 8,1, le 19 septembre 1985) nous en a fourni une preuve éclatante à en croire les déclarations des médias sur place. L'homme dans la rue s'est allié avec d'autres pour constituer des équipes de secours volontaires, sans lesquelles les instances locales auraient été complètement débordées. On a même pu lire des rapports de presse citant le rôle des jeunes dans le contrôle de la circulation traversant des zones sinistrées. Même si toutefois il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives de l'expérience mexicaine, il n'en reste pas moins que le principe invoqué est soutenu par les faits.

4. LE MYTHE DU COMPORTEMENT ANTISOCIAL. *La désorganisation sociale de la collectivité, qui est une des conséquences de la catastrophe, crée les conditions favorables à l'émergence de comportements antisociaux. Les garde-fous sociaux étant affaiblis ou absents, des comportements déviants se manifestent et les victimes du sinistre, en état de choc, deviennent les victimes toutes désignées des actes de pillage et d'autres actions criminelles. Le taux de criminalité augmente et les gestes d'intimidation se multiplient...*¹².

Les comptes rendus des médias et les rumeurs généralisées incitent souvent à croire que les actes de pillage sont un phénomène courant après une catastrophe. Après avoir analysé de nombreux récits de pillage, et notamment les rapports de police établis à la suite de différentes catastrophes, les chercheurs ont constaté que, si de nombreuses rumeurs faisant état de pillages circulent effectivement, il est rare que l'on en ait eu confirmation. Pour la plupart, les récits de pillages sont inexacts, ou exagérés. Les études faites à ce sujet ont montré qu'après des catastrophes, le taux de criminalité a tendance à baisser, et non le contraire. S'il est peu probable qu'un cyclone, une inondation ou un tremblement de terre puissent modifier la personnalité de ceux qui manifestent un penchant pour le vol, par exemple, l'expérience prouve que les gens qui ne sont pas enclins à commettre d'actes antisociaux en temps normal ne le seront pas plus après une catastrophe, même si les interdits sociaux les plus évidents semblent avoir disparu. Plutôt que de revêtir un caractère antisocial, les con-

duites que l'on observe le plus souvent sont inspirées par l'altruisme et le souci des autres.

Dans la mesure où la crainte de rapines possibles est très répandue dans le grand public et où l'on a pu effectivement constater la disparition de certains biens personnels ou collectifs à la suite de diverses catastrophes (même s'il s'agit là d'un phénomène beaucoup moins répandu qu'on ne le pense généralement), le public et les responsables locaux doivent évidemment prendre certaines précautions. La présence de forces de police est très importante d'un point de vue symbolique, comme le sont les avertissements publics que les coupables d'actes de pillage seront sévèrement punis. Dans certaines collectivités, les biens publics sont plus exposés aux déprédations et au vol que les biens privés. Néanmoins, il est important, pour une planification réaliste des besoins probables en personnel et en ressources diverses, de bien comprendre que le citoyen normal est peu enclin à profiter de la confusion qui suit une catastrophe pour se livrer à la rapine et au pillage. Le risque de voir les gens commettre des actes de pillage et profiter indûment de la situation créée par une catastrophe n'est probablement pas plus élevé que la probabilité de les voir commettre les mêmes actes en temps normal. Il reste que des individus peuvent tenter à la longue de profiter de la situation, mais il s'agit surtout de personnes de la localité ou de l'extérieur qui n'ont pas souffert du sinistre, et d'une façon générale cela ne se produit qu'une fois passé le plus grave de la crise.

Au moment de la planification préalable, il importe également de tenir compte de la réaction probable du grand public confronté à la perte éventuelle de possessions personnelles, un sentiment dominant qui pourrait inciter certains à risquer inutilement leur vie. Il peut arriver, par exemple, que les gens refusent d'évacuer les zones sinistrées afin de protéger leurs biens ou tentent d'y retourner avant que tout danger soit écarté ou que, dans certaines sociétés, une personne choisisse de rester sur place, laissant les autres membres de sa famille gagner des lieux plus sûrs.

5. LE MYTHE DE LA DÉSINTÉGRATION DE LA SOCIÉTÉ. *Dans les zones touchées par la catastrophe, le moral est très bas. Comme les localités sinistrées sont peuplées de gens désorganisés, prostrés et au comportement irrationnel, et de groupes que le choc a paralysés, l'avenir qui s'ouvre devant ces collectivités paraît sombre et problématique. Les résidents, même ceux qui n'ont pas directement souffert du sinistre, se préparent à quitter les lieux et l'on constate peu d'empressement à rouvrir ou à reconstruire les entreprises et les établissements industriels détruits*¹³.

Contrairement à l'opinion couramment répandue, et bien souvent à la surprise des équipes de sauveteurs, une collectivité frappée par un sinistre sortira plus sûrement de l'épreuve avec un moral stimulé par l'optimisme plutôt qu'accablée de désespoir. Les études réalisées à ce sujet

¹² Dynes et Quarantelli, *op. cit.*, p. 2.

¹³ *Ibid.*, p. 3.

montrent que divers facteurs psychologiques et sociaux se conjuguent pour soutenir le moral des groupes victimes de catastrophes plutôt que pour les plonger dans la détresse ; parmi ces facteurs il convient de citer l'altruisme et le désir de venir en aide aux amis et aux proches, le fait que l'on attribue le sinistre aux caprices du hasard et que tous sont également touchés, que les personnes les moins directement frappées sont plus nombreuses que celles qui ont subi le choc de plein fouet, et que les victimes tendent à s'estimer heureuses d'avoir échappé à la mort et à considérer qu'elles ne sont pas les seules à subir les mêmes infortunes. Reste le fait que les conditions créées par le sinistre imposent des mesures immédiates et évidentes et que les gestes qu'inspire la situation d'urgence revêtent une grande importance pour les autres membres de la collectivité, exigent de l'esprit d'initiative et sont perçus par l'ensemble du groupe comme positifs et constructifs. Les survivants sont moins portés que les personnes venues de l'extérieur à faire preuve de fatalisme et d'esprit négatif. Toutefois, si le moral reste généralement bon pendant la période qui suit immédiatement une catastrophe, il risque de se dégrader progressivement, surtout si les opérations de secours sont mal organisées.

Comment s'entretiennent les mythes

Il est curieux de constater que les « mythes » qu'inspire le comportement des individus après une catastrophe, et dont on ne cesse de prouver à quel point ils sont dépourvus de fondement, sont encore largement répandus, même parmi ceux qui ont eu l'expérience d'une catastrophe. Les facteurs responsables de la persistance de ces mythes tiennent à la manière tendancieuse dont il est rendu compte des catastrophes : on brosse un tableau trop sombre des circonstances qui ont précédé le cataclysme¹⁴, on généralise à partir de faits statistiquement peu nombreux¹⁵, on se persuade que si le pire a été évité cela s'explique simplement par les qualités exceptionnelles dont a fait preuve la collectivité sinistrée¹⁶, et on se réfère à la notion communément admise que « l'aide » est acceptée passivement par les victimes et non une activité à laquelle celles-ci participent. Autre facteur important : les efforts des journalistes pour émouvoir et impressionner le public en privilégiant des faits isolés de façon à présenter le comportement des victimes sous un jour sensationnel et tragique, avec des illustrations graphiques conformes aux mythes dont il vient d'être question. C'est ainsi malheureusement que les médias choisissent en général de rendre compte des catastrophes.

Le comportement des victimes : postulats qui doivent inspirer la planification préalable

On trouvera ci-après de brefs commentaires sur le comportement que l'on peut attendre des individus et des groupes dans des situations d'urgence, et un exposé succinct

¹⁴ E. L. Quarantelli, *Social Aspects of Disasters and Their Relevance to Pre-Disaster Planning*, Ohio State Disaster Research Center, Paper No. 103, Columbus, Ohio State University, 1977, p. 10.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

des incidences que cela peut avoir sur l'élaboration des programmes :

1. RÉACTIONS FACE AU DANGER. *Quand le danger est reconnu et les menace personnellement, les gens cherchent à se mettre à l'abri et leur comportement varie généralement selon les circonstances*¹⁷.

Ce postulat concernant le comportement des individus et des groupes découle de l'observation selon laquelle, face à un danger, ce comportement est généralement approprié à la situation. Dans une situation d'urgence, la population ne réagit pas de façon irrationnelle et totalement passive, et n'est pas en proie à une panique irresponsable. Elle se comporte de façon très raisonnable, et réagit en fonction de la manière dont elle perçoit la situation.

Incidences sur les programmes

Que l'on puisse, quand un danger se précise, attendre de la population un comportement raisonnable et approprié aux circonstances est un fait particulièrement important quand on étudie la manière dont il convient d'alerter le public. La crainte d'une panique, conduisant au chaos social, risque d'inciter certains responsables à retarder le moment de donner l'alerte. La conviction que la population ne paniquera pas justifie la nécessité de l'informer suffisamment à temps pour qu'elle puisse se préparer à prendre les mesures qu'elle jugera nécessaires. Toutefois, il arrive fréquemment que les gens ne mesurent pas le danger potentiel inhérent à certaines situations. L'expérience montre qu'il ne suffit pas de les alerter pour que les gens prennent les mesures voulues, surtout s'ils ne sont pas convaincus que leur vie est menacée. On étudiera plus avant, dans les chapitres VII et VIII, les divers facteurs qui influent sur la manière dont les populations réagissent face aux avertissements et aux appels à l'évacuation des lieux.

2. RÉACTIONS IMMÉDIATES APRÈS LA CATASTROPHE. *A l'exception des blessés graves, les victimes d'une catastrophe réagissent en général rapidement et commentent les opérations de relèvement, sur le plan individuel comme au niveau des structures sociales. A l'échelon de la collectivité, on peut s'attendre à une réaction vigoureuse et adaptée aux circonstances*¹⁸.

Cette hypothèse s'appuie sur l'observation selon laquelle le comportement des survivants d'une catastrophe est dicté davantage par le besoin d'agir immédiatement et de façon constructive que par une forme de laisser-aller et d'impuissance. L'absence d'initiative et le manque d'empressement à se conformer aux suggestions, aux recommandations et aux ordres des autorités publiques sont dus en général au fait que la position officielle est considérée comme déraisonnable, absurde ou ne correspondant pas à la perception que la victime a de la situation. « On peut donc raisonnablement présumer que, à la suite d'une catastrophe majeure, les populations survivantes se montreront

¹⁷ Kreps, *op. cit.*, p. 3.

¹⁸ *Ibid.*, p. 4.